



HAL
open science

**Compte-rendu croisé de: Amsellem-Mainguy Y. 2021.
Les filles du coin: Vivre et grandir en milieu rural. Les
Presses de Sciences Po et Renard F., Orange S. 2022.
Des femmes qui tiennent la campagne. La Dispute.
Joanie Cayouette-Remblière**

► **To cite this version:**

Joanie Cayouette-Remblière. Compte-rendu croisé de: Amsellem-Mainguy Y. 2021. Les filles du coin: Vivre et grandir en milieu rural. Les Presses de Sciences Po et Renard F., Orange S. 2022. Des femmes qui tiennent la campagne. La Dispute.. Population (édition française), 2024, Bibliographie critique, 79 (1), pp.165-168. 10.3917/popu.2401.0165 . hal-04680062

HAL Id: hal-04680062

<https://hal.science/hal-04680062v1>

Submitted on 28 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Compte-rendu croisé de : Amsellem-Mainguy Y. 2021. *Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural*. Les Presses de Sciences Po et Renard F., Orange S. 2022. *Des femmes qui tiennent la campagne*. *La Dispute*.

Un peu plus de dix ans après la parution des *Gars du coin* (Renahy, 2010), deux ouvrages tournent le projecteur vers une autre jeunesse rurale, en interrogeant les manières de grandir et de vivre des filles et femmes à la campagne. Leur parution quasi-simultanée, la proximité de leur démarche, de leur population d'enquête et de plusieurs de leurs résultats, mais aussi les quelques divergences qui s'y retrouvent justifient une mise en perspective des ouvrages *Les filles du coin* de Yaëlle Amsellem-Mainguy et *Des femmes qui tiennent la campagne* de Sophie Orange et Fanny Renard.

Si les filles et les femmes sont longtemps restées dans l'ombre de la sociologie rurale, ce n'est cependant pas sans raisons. Les filles sont surreprésentées parmi celles qui partent (Guéraud, Jedlicki et Noûs, 2021) alors que les garçons sont plus nombreux parmi « ceux qui restent » (Coquard, 2019). Par ailleurs, comme le note Amsellem-Mainguy, les normes juvéniles se construisent sur les pratiques des garçons, et les filles sont moins présentes dans les institutions traditionnellement associées au monde rural comme les cafés, les clubs de foot, les casernes de pompiers volontaires et les clubs de chasse et pêche. Plus souvent dans l'espace domestique, invisibilisées dans l'espace public, elles ont moins attiré le regard des ethnographes des mondes ruraux. Sur ce plan, Orange et Renard ouvrent de nouvelles perspectives en mettant l'accent sur les salons de coiffure et les instituts de beauté : ces institutions, dont le nombre dépasse désormais celui des boulangeries, créent du lien entre les professionnelles et les clientes et remplissent un rôle similaire à celui du café pour les hommes.

Les filles et femmes sont pourtant aux prises avec des enjeux spécifiques. Le cadrage des scolarités rurales par l'offre scolaire locale, d'abord, contraint les filles à des spécialités qui sont à la fois moins nombreuses que celles des garçons et centrées autour des métiers du *care*, qui constituent une fraction importante du marché du travail local. Or, ce secteur offre de faibles protections et des contrats plus précaires que ceux des hommes et implique des formes particulières d'attaches qui « les inscrivent dans un système d'échange financier mais aussi symbolique (reconnaissance locale, dépendance morale, etc.) » (Orange et Renard, p. 101). De plus, les contraintes territoriales induisent des difficultés de déplacement accrues en raison d'un moindre accès des jeunes filles au permis de conduire, couplé au manque de transports en commun, à la représentation selon laquelle « les deux-roues, c'est pas trop pour les filles » (Amsellem-Mainguy, p. 176) et au fait que l'auto-stop est un « interdit de genre et de classe » (*ibid.*, p. 178). S'y articule une quête spécifique de respectabilité qui, si elle fait écho aux enjeux de réputation qu'observe Coquard (2019) chez les jeunes hommes, passe ici par une conformité aux normes de l'hétérosexualité et par un contrôle de la sexualité. Plus généralement, les filles sont particulièrement sujettes à un « contrôle social horizontal » (Orange et Renard, p. 123) en– contexte d'interconnaissance. Enfin, du fait de

l'écart d'âge entre conjoints et de la forte adhésion des jeunes femmes à la norme conjugale, celles-ci prennent souvent en compte leurs relations amoureuses dans leurs choix d'orientation scolaires et professionnels et sont plus souvent conduites que leur conjoint à s'installer dans son lieu de vie, fragilisant ainsi leur propre réseau de sociabilité et s'exposant à des situations de vulnérabilités (économiques, mais aussi à l'égard des violences conjugales).

Pour aborder ces questions, les deux enquêtes, réalisées sur la même période (entre 2017 et 2019), ont procédé par entretiens auprès de filles et jeunes femmes vivant en zone rurale. Amsellem-Mainguy a étudié quatre territoires différenciés, tantôt plutôt attractifs (la Chartreuse et la presqu'île de Crozon), tantôt marqués par la désindustrialisation (les Ardennes), ou entre les deux (les deux-Sèvres). Elle y a réalisé, avec Sacha-Gaspar Voisin, 66 entretiens individuels et nombre d'entretiens collectifs et d'observations auprès de filles de 14 à 28 ans, appartenant le plus souvent aux classes populaires. Orange et Renard ont quant à elles sélectionné leurs enquêtées parmi les répondantes à l'enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ-DREES) et ont réinterrogé, trois ans après l'enquête quantitative, 54 femmes de 21 à 29 ans habitant les régions de l'Ouest, du Centre et d'Auvergne-Rhône-Alpes, résidant en milieu rural, dont les parents appartenaient aux classes populaires.

Un des fils rouges de l'ouvrage de Amsellem-Mainguy se trouve dans les inégalités entre « filles du coin » quant à la possibilité de tirer des ressources de l'espace local. Les filles issues des fractions les plus précaires des classes populaires et dont les familles sont peu intégrées localement peinent à accéder à l'emploi, aux loisirs et aux relations amoureuses, et se trouvent souvent à l'écart des solidarités locales. Pour être invitée, il faudrait pouvoir inviter, ce que ne permettent pas certaines conditions de logement, ou *a minima* pouvoir se déplacer, ce qui nécessite aussi des ressources (de l'argent, une voiture, un permis...). Bien que moins bien insérées dans l'espace local, ces filles ont moins de chance de le quitter, ne disposant pas des moyens suffisants pour envisager une mobilité extra-territoriale qui « nécessite de posséder non seulement des ressources économiques mais aussi des disposition sociales et culturelles » (Amsellem-Mainguy, p. 251).

Orange et Renard renversent cette dernière perspective en tournant le regard sur ce qui retient les femmes dans les campagnes, sur leurs (« bonnes ») raisons de rester. Cela implique de considérer la sédentarité comme un processus dynamique résultant de forces d'intégration à l'espace local. Les forces de rétention se trouvent alors dans l'effet cumulé de plusieurs institutions : l'école, la famille, les associations et la sphère professionnelle qui produit ses propres logiques de fidélisation et d'allégeance. Ce cadrage se retrouve dans l'organisation de l'ouvrage autour de ces quatre institutions et dans l'insistance sur leur souci de retenir ces jeunes femmes aux dispositions ajustées (à l'offre de formation, aux emplois disponibles, aux activités communales à réaliser et aux solidarités familiales à endosser). Aussi stimulant soit-il, ce point de vue mériterait d'être approfondi

par des enquêtes propres au sein de ces institutions, sans quoi l'ajustement observé risque de s'en trouver naturalisé, et la « volonté » de ces institutions, artificiellement simplifiée.

La mise en perspective de ces deux ouvrages ouvre deux points de discussion supplémentaires. Le premier porte sur la fonction du capital d'autochtonie. Cette forme particulière de capital, associée à la forte interconnaissance au sein du monde rural, apparaît dans les deux analyses, mais l'usage qui en est fait varie. Chez Orange et Renard, le rôle du capital d'autochtonie n'est mentionné qu'en ce qui concerne les moins diplômées, qui peuvent, grâce à leur ancrage, compenser leur faible capital scolaire et accéder à certaines ressources locales comme des emplois publics peu qualifiés, des biens immobiliers ou des facilités d'organisation. Le capital d'autochtonie est au contraire fortement mobilisé dans les analyses d'Amsellem-Mainguy, où il apparaît comme un capital comme les autres, utile pour l'accès à toutes sortes de ressources (sociabilités, loisirs, emploi, relations amoureuses, reconnaissance et respectabilité, etc.) et pour toutes. Mais ces analyses ne rendent que peu compte de la manière dont il s'articule aux autres espèces de capitaux, considérant par exemple simplement qu'il s'y « ajoute » (p. 158). Ces différences d'usage du concept invitent à poursuivre les réflexions de Retière (2003) sur la complexité des modalités d'accomplissement de cette espèce particulière de capital « en voie d'obsolescence » et sur son articulation aux autres formes de capitaux.

Le second point de discussion porte sur le rapport des femmes à l'égard des normes dominantes, question à laquelle les deux ouvrages offrent une réponse différente. Les « filles du coin » étudiées par Amsellem-Mainguy s'attachent à la norme du couple hétérosexuel et aspirent à une forme de conformisme dans la manière de vivre sa conjugalité, d'accéder à la maison individuelle et de concilier vie familiale et professionnelle. Mais elles adhèrent aussi à un certain style de vie rural populaire visible dans les fêtes de village, l'élection des « Miss et Mister » et d'autres événements locaux, et ce d'autant plus qu'elles ont une certaine assurance dans les relations sociales. Les normes qui structurent l'espace de référence des femmes interrogées par Orange et Renard sont quant à elles davantage tiraillées par les normes dominantes, associées aux classes moyennes et supérieures. Dans leur emploi, ou dans leur travail parental lorsqu'elles sont mères, elles s'approprient lesdites « nouvelles normes éducatives », à savoir des normes de développement et de comportement de l'enfant conformes à un certain état de la connaissance scientifique ; elles aspirent aux « nouveaux styles de vie issus des classes moyennes et supérieures (attention à soi, alimentation saine, sorties culturelles, etc.) » (Orange et Renard, p. 150), valorisent « des pratiques de négociation et de concertation, recherche[nt] un équilibre [entre] tâches domestiques, planification des activités ou encore animation de la vie de couple » (*ibid.*, p. 172-173), investissent l'éducation de leurs jeunes enfants sur un mode « préscolaire » et font aussi entrer les normes dominantes des domaines de la politique, de la culture et de la santé au sein des foyers. La poursuite du dialogue

entre les deux enquêtes devrait permettre de renouveler l'étude de l'appropriation des normes dominantes par les jeunes femmes des espaces ruraux et, ce faisant, les conditions de préservation d'un style de vie populaire rural.

Joanie CAYOUILLE-REMBLIÈRE

Références citées

COQUARD B. 2019. *Ceux qui restent. Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*. La Découverte.

GUÉRAUT É., JEDLICKI F., NOÛS C. 2021. L'émigration étudiante des « filles du coin » : Entre émancipation sociale et réassignation spatiale. *Travail, genre et sociétés*, 46(2), 135155. <https://doi.org/10.3917/tgs.046.0135>

RENAHY N. 2010. *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*. La Découverte.

RETIÈRE J.-N. 2003. Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire. *Politix*, 63, 121143. <https://doi.org/10.3406/polix.2003.1295>